



# Assemblée générale

Distr. limitée  
25 octobre 2006  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante et unième session**  
**Sixième Commission**  
Point 77 de l'ordre du jour  
**Rapport de la Commission des Nations Unies**  
**pour le droit commercial international**  
**sur les travaux de sa trente-neuvième session**

## Projet de résolution

### **Articles révisés de la Loi type sur l'arbitrage commercial international de la Commission des Nations Unies pour droit commercial international, et recommandation relative à l'interprétation du paragraphe 2 de l'article II et du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York le 10 juin 1958**

*L'Assemblée générale,*

*Reconnaissant* la valeur de l'arbitrage comme méthode de règlement des différends survenant dans le cadre des relations commerciales internationales,

*Rappelant* sa résolution 40/72 du 11 décembre 1985 concernant la Loi type sur l'arbitrage commerciale international<sup>1</sup>,

*Reconnaissant* qu'il faut que les dispositions de la Loi type relatives à la forme de la convention d'arbitrage et aux mesures provisoires correspondent aux pratiques actuelles du commerce international et aux méthodes modernes de conclusion des contrats,

*Estimant* que des articles révisés de la Loi type sur la forme de la convention d'arbitrage et les mesures provisoires correspondant à ces pratiques actuelles amélioreront de manière significative le fonctionnement de la Loi type,

*Notant* que l'élaboration d'articles révisés de la Loi type sur la forme de la convention d'arbitrage et les mesures provisoires a fait l'objet des délibérations

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 17 (A/40/17), annexe I.



voulues et de larges consultations avec les gouvernements et les milieux intéressés et contribuera sensiblement à la mise en place d'un cadre juridique harmonisé propice au règlement efficace et équitable des différends commerciaux internationaux,

*Estimant* que, dans le cadre de la modernisation des articles de la Loi type, la promotion d'une interprétation et d'une application uniformes de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faites à New York le 10 juin 1958<sup>2</sup>, est particulièrement opportune,

1. *Remercie* la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international d'avoir formulé et adopté les articles révisés de sa Loi type sur l'arbitrage commercial international relatifs à la forme de la convention d'arbitrage et aux mesures provisoires, dont le texte est reproduit à l'annexe I du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-neuvième session<sup>3</sup>, et recommande que tous les États envisagent d'adopter les articles révisés de la Loi type sur l'arbitrage commercial international de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, ou la Loi type révisée, lorsqu'ils adopteront ou réviseront leurs lois, étant entendu qu'il est souhaitable d'uniformiser le droit de l'arbitrage et de tenir compte des besoins spécifiques de la pratique de l'arbitrage commercial international;

2. *Remercie également* la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international d'avoir formulé et adopté la recommandation concernant l'interprétation du paragraphe 2 de l'article II et du paragraphe 1 de l'article VII de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York le 10 juin 1958<sup>2</sup>, dont le texte figure à l'annexe II du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-neuvième session<sup>3</sup>;

3. *Prie* le Secrétaire général de ne ménager aucun effort pour que les articles révisés de la Loi type et la recommandation soient portés à la connaissance et mis à la disposition du plus grand nombre.

---

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 330, n° 4739.

<sup>3</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 17* (A/61/17).